

Bilan du 10 mai 1981 : le problème n'est pas de reconstruire la gauche, mais de reconstruire la France

Dans le numéro spécial consacré au 10 mai 1981, mes camarades rédacteurs historiques de Riposte Laïque, plus âgés et plus trapus que moi politiquement, ont enchanté nos lecteurs de leurs témoignages ; j'ai d'ailleurs dévoré ces témoignages avec le plus grand intérêt.

Il se trouve que j'ai moi aussi connu cette période... avec les faibles lumières d'un collégien. Je n'avais pas treize ans, j'étais un ado chétif et triste, qui assimilait néanmoins avec beaucoup de sérieux des connaissances basiques, mais, à l'époque, encore solides. Mitterrand arrivé au pouvoir, je ressentis, comme à peu près tout le monde en ce temps-là, une sorte d'euphorie électrique. Certes, je vivais dans un chef-lieu de la Drôme, nous n'y ressentions nulle part l'exaltation parisienne, mais enfin quelque chose d'indéfinissable dans l'atmosphère nous dictait cette idée, y compris à nous les plus jeunes, que quelque chose était en train de changer, de manière profonde et bénéfique. On avait vu passer l'Esprit, comme l'aurait dit Hegel.

Et pourtant. Quelques temps plus tard, un ou deux ans à peine, et ce fut la grande angoisse. On passait des lendemains qui chantent à la crise permanente et à l'austérité perpétuelle. Les chocs pétroliers de mon enfance, ce n'était pas grand chose à côté ! Un thème dominait tous les esprits, y compris celui des ados : les *nouveaux pauvres*. La France plongeait dans la précarité, le chômage faisait peur à tout le monde et particulièrement à mes parents qui, pas très clairvoyants, subissaient la grande angoisse sans avoir vraiment les

capacités d'en analyser les tenants et les aboutissants. On commençait à voir des sans-abris, mais je crois qu'à l'époque on ne les appelait pas encore des sans-abris..., à dire vrai je ne me souviens plus. Parallèlement, l'insécurité s'installait, confortablement, et elle devenait le second cheval de bataille de toutes les conversations. Les premières racailles, qu'on n'appelait pas encore les racailles (on les appelait, je crois, des loubards), firent leur entrée au collège, et l'on commençait à évoquer des perspectives de racket. Apparemment, des forces politiques, de droite ou de gauche je n'en sais rien, envisageaient d'introduire des policiers dans les établissements scolaires. Comme un fait exprès, des gens distribuèrent des tracts intitulés « Pas de flics dans nos écoles ».

J'avais changé. Enfin, non. Quatorze ou quinze ans, toujours très triste, et même beaucoup plus triste. Chômage et insécurité, on ne parlait plus que de cela. Je suis né dans une famille fantasque de la petite bourgeoisie en voie de sous-prolétarisation... le climat familial n'arrangeait pas les choses. Je me voyais finir à la rue, crevant de faim ou de froid, ou, de manière plus romantique, assassiné par des loubards. C'était un peu déjà comme c'est encore à présent, mais avec une forte différence de degré, non de nature, que je mesure aujourd'hui, et une plus grande liberté de parole et de ton. Les pouvoirs n'agissaient déjà plus, mais on parlait encore, et sans avoir peur des mots. Cela n'empêchait toutefois pas nos chers professeurs de Français de nous faire des cours d'« antiracisme » déguisés en études de textes littéraires. Les petits blancs du collège en restaient sceptiques.

En tout cas, du collège à l'université, je ne me rappelle de rien d'autre que d'avoir vécu l'angoisse au ventre. Je devins philosophe-fonctionnaire à 21 ans, après une réussite au CAPES à laquelle je ne croyais plus, affaibli par une stagnation de quatre ans, en partie dans une mansarde sordide de Marseille envahie par les punaises, en partie dans le dortoir d'un grand Lycée vétuste des Alpes Maritimes, où je pus jouer quelques

temps au khâgneux ascétique et fauché. Je précise que la mansarde improbable de Marseille, située dans un quartier pluriethnique des plus bruyants, appartenait à mon père, et que j'y passais pour un petit bourgeois, tout en me nourrissant de rien et sans pouvoir y dormir. Un avantage : la vie marseillaise était bon marché, et une forme de vivre-ensemble existait encore. Je me consolais en songeant que certains étudiants pauvres du nord de la France ne bénéficiaient même pas de notre luxueuse misère ensoleillée. Je me souviens de Marseille à cette époque, de la chaleur étouffante en octobre, de la crasse, des remugles des poubelles, des merdes de chiens, et des blattes qui grouillaient sur les trottoirs. Cerise sur le gâteau, quelqu'un dans ma famille envisageait de se convertir à l'islam : exotisme, quand tu nous tiens !

Différentes péripéties, quelques années plus tard, m'amènèrent à enseigner en Bourgogne. Les vieux soixante-huitards de l'établissement rural où j'exerce encore aujourd'hui mes talents sans doute inutiles, firent de moi un gauchiste. Ces vieux soixante-huitards sont aujourd'hui à la retraite et nous nous sommes, mutuellement, oubliés. Passé les trente ans, furieux de leur arrogance exaltée, de leur éloquence confuse, je devins syndicaliste ; j'acquis ainsi une culture professionnelle, historique et économique également, nettement plus solide que l'idéologie déposée en moi par les éructations naïves, obscures et fanatiques de ces gauchistes de salle-des-professeurs, qui refaisaient le monde à chaque récréation, mais n'étaient pas même fichus de connaître un texte réglementaire donnant raison et droit à un collègue en difficulté. Cela étant, j'ai pu mesurer depuis quelque temps à quel point les syndicats eux-mêmes, y compris le mien, sont intégralement inféodés au gauchisme bobocrate et bien-pensant. Bref : je suis passé de l'affligeant au pas-terrible.

Je me souviens de mon petit mai 68 à moi, à savoir les grandes grèves de 2003 sur les retraites. Les purs gauchistes, vieux enseignants en fin de carrière, plutôt pas trop mal payés, furent difficiles à mobiliser : l'idée de perdre quelques

jours de salaires semblait leur faire horreur. Les vieux syndicalistes restaient plus vertueux. Avec un camarade syndiqué en fin de carrière, nous mobilisâmes à nous deux tout le nord du département. Je me souviens de la grande grève du 25 mai 2003, celle qui avait paralysé Paris avec son bon million cinq cent mille personnes, chiffre que les médias, fort habiles, avaient réduit le soir même, ou le lendemain, à 100 000 manifestants. Je me souviens du retour de Paris, où, lors d'une halte sur une aire de repos (des centaines d'autocars avaient convergé vers la capitale), un ancien socialiste m'avait gratifié de cette phrase immense : *Il faut vraiment reconstruire la gauche !* Je n'avais pas répondu grand chose, mais à l'époque, syndicaliste jusqu'au bout des ongles, je pensais quelque chose du genre : « Ce n'est pas avec toutes les couilles molles qu'on a ici, y compris parmi les grévistes, qu'on va reconstruire grand chose. » Il est vrai que les autocars de 2003 étaient bondés de grévistes d'opérette, qui débrayaient pour le « fun » plus que par conviction, et d'incompétents notoires, y compris parmi certains syndicalistes, qui connaissaient mal le dossier, qui étaient prêts à tout lâcher, qui faisaient surtout la grève « contre la droite », revendication des plus vagues...

Aujourd'hui, je n'ai plus envie d'opposer les méchants gauchistes infantiles aux vertueux syndicalistes aguerris. Je sais à quel point gauchisme et syndicalisme s'interpénètrent et continueront à s'interpénétrer. Certes, à la différence de la droite conservatrice, je ne vais pas jusqu'à confondre, dans la même détestation, les syndicats professionnels et les officines gauchisantes. Toujours est-il que – et c'est mon bilan de trente années de pouvoir détenu par Mitterrand et ses enfants pourris de l'UMPS – si un gréviste me disait aujourd'hui : *Il faut reconstruire la gauche !*, je lui rétorquerais du tac au tac : *C'est la France qu'il faut reconstruire, Camarade !* La gauche, en l'état, telle qu'elle est aujourd'hui, avec ses syndicats xénophiles, ses agences « antiracistes » de répression de la pensée, ses partis, petits ou grands, qui, tous, au bout du compte, sacrifient

ouvertement le salariat français sur l'autel du mondialisme, cette gauche-là, dis-je, elle peut bien crever, je n'en ai plus rien à faire.